



Dans l'Éducation nationale : moyens, salaires, conditions de travail, amplifions la mobilisation ! Semaine de mobilisation du 30 mars au 3 avril

Depuis plusieurs mois, nos organisations FSU, UNSA Éducation, CFDT Éducation Formation et Recherche Publiques, CGT Educ'Action et SUD Éducation dénoncent **les choix budgétaires du gouvernement : suppressions d'emplois et blocage de toute revalorisation salariale**. Ces choix ne peuvent que dégrader encore davantage un service public d'Éducation déjà exsangue.

Sans surprise, les suppressions d'emplois produisent les effets annoncés et redoutés. **Dans le second degré**, où les opérations de préparation de rentrée sont bien avancées, le constat est sans appel : **suppressions de divisions qui entraînent une augmentation des effectifs dans les classes, réduction de l'offre de formation, complément de service, chantage aux moyens pour maintenir des groupes de niveau... Les vies scolaires sont particulièrement asphyxiées par le manque de moyens fragilisant toujours plus le climat scolaire des collèges et lycées**. Tout montre que le second degré paye, encore, un lourd tribut aux choix budgétaires et politiques faits par le ministre et le gouvernement.

Depuis des semaines, les actions se multiplient, souvent en intersyndicale : grève académique ou locale, rassemblements, action avec les parents d'élèves, opérations collèges morts, vote contre les répartitions de moyens dans les CSA et les CA.... D'autres sont prévues. Tout montre donc la détermination à dénoncer des choix qui vont, à rebours, de la nécessaire amélioration des conditions de travail des personnels et d'étude des élèves.

Dans le premier degré, les cartes scolaires vont débuter dès la semaine prochaine et elles vont s'accompagner de l'annonce de milliers de fermetures de classes, avec la contrainte mise sur la création des PAS, en l'absence de moyens spécifiques. Nous refusons de nouvelles dégradations des conditions de travail et d'apprentissage dans le primaire. Nos organisations alertent déjà sur les difficultés liées au remplacement ou à l'école inclusive, que vont amplifier de nouvelles coupes budgétaires. La baisse démographique doit être une opportunité pour faire baisser de manière significative le nombre d'élèves par classe.

Nous dénonçons ce budget 2026 synonyme de dégradation des conditions de travail, de poursuite du déclassement salarial de nos professions et de mise à mal des ambitions émancipatrices du service public d'Éducation. Nous dénonçons la vision budgétaire et court-termiste du gouvernement : **la variable démographique ne peut être la boussole principale des choix en matière de moyens pour l'Éducation nationale**. Cette fuite en avant, doit cesser. Nous alertons dès maintenant sur la nécessité de préserver l'Éducation nationale dans le prochain budget.

Dans l'action !

Pour dénoncer et refuser les suppressions d'emplois de la rentrée 2026 et leurs conséquences, exiger un budget 2027 avec des mesures de créations d'emplois et de revalorisation salariale sans contreparties, **la FSU, l'UNSA Éducation, la CFDT Éducation Formation et Recherche Publiques, la CGT Educ'Action et SUD Éducation soutiennent les mobilisations en cours et à venir (rassemblements, actions avec les parents d'élèves, grèves locales etc) et appellent à les amplifier en particulier sur la semaine du 30 mars au 3 avril**.

Au cours de cette semaine de mobilisation, nos organisations appellent en particulier, partout où cette date ne fait pas obstacle aux actions déjà organisées, à une journée de grève le mardi 31 mars.

Nos organisations continuent le travail en intersyndicale pour exiger des moyens et d'autres choix budgétaires pour le service public d'Éducation et les personnels.

A Paris, le 20/03/2026